

Interview du Dr. Ahmat Yacoub Dabio Président du Centre d'études pour le développement et la prévention de l'extrémisme, accordée au Journal Abba Gardi, le lundi 21 mars 2022

- 1- **Dr Ahmat Yacoub, le pré-dialogue plusieurs fois annoncé s'est ouvert le 13 mars dernier avant que les travaux ne soient suspendus. On se retrouve finalement avec 52 groupes des politico-militaires. Quelle analyse pouvez-vous faire à ce sujet ?**

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : Je remercie votre journal pour la qualité de traitement de l'information. Cela étant, avant de répondre à votre question, je dois préciser que nous sommes un centre d'études et de recherches apolitique, indépendant, spécialisé dans la gestion et la prévention des conflits. Et pourtant, personne n'a consulté nos experts qui font la fierté du pays de par leurs interventions dans la sous-région.

En effet, en suivant l'évolution de la démarche, nous avons constaté que le processus est mal parti parce qu'il s'agit bien d'un processus de réconciliation qui ne se limite pas au pré-dialogue et au dialogue. Depuis octobre 2021, nous avons procédé à une réflexion sur le processus de la réconciliation et attiré l'attention des autorités compétentes sur ce sujet. En novembre, nous avons remis une réflexion à certaines autorités notamment le ministre de la réconciliation M. Alcheikh avec lequel je me suis longuement entretenu le 5 février. Le 22 février, nous avons présenté notre étude, lors d'une conférence de presse, et avons conseillé de remettre sur le bon chemin le processus en appelant les autorités à réorganiser le pré-dialogue, mais c'est sans compter sur leur entêtement jusqu'au boutisme. Au lieu de nous écouter, il y a certains qui nous dénigrent. Et voilà les conséquences. Il y a une liste de 83 groupes parmi lesquels il y a 31 qui ont protesté, dans deux différents communiqués, pour n'avoir pas été conviés. C'est déplorable pour un pays dont le conflit date de six décennies (1963 – 2022) et qui devait avoir une expérience assez suffisante dans la gestion des conflits. C'est une honte pour le Tchad, une surprise pour la communauté internationale, surtout Qatar le pays hôte. On découvre le bordel total, excusez-moi du terme. Toutefois, il n'y a pas d'autre choix que de cesser les conflits et de réussir à tout prix la réconciliation.

- 2- **Qu'est-ce qui explique la pléthore de mouvements politico-militaires ?**

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : C'est une bonne question et nous avons cherché l'explication ailleurs. Une de raisons, c'est grossir délibérément le nombre de politico-militaires pour se retrouver enfin avec une majorité qui doit valider la phase suivante, c'est-à-dire le dialogue de N'Djamena, car les partenaires ont promis de financer le dialogue après la réussite de la première phase.

- 3- **Tous ces mouvements sont-ils réellement sur le terrain ?**

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : En réalité, il y a à peine cinq des 83 mouvements qui ont une présence militaire sur le terrain avec un effectif total estimé à un peu moins de 6000 hommes, stationnés généralement dans le sud de la Libye aux frontières tchadiennes. Mais il y a aussi environ 1400 combattants démobilisés au Soudan et en Centrafrique appartenant à quelques mouvements dont les chefs ont déjà rallié comme l'UFCD et l'UFDD/D, le FSR, le Fuc... ou en instance de ralliement. Les 5 ayant une présence militaire sont :

1. Le CCMSR (Conseil de commandement militaire pour le salut de la république) dirigé par Rachid Mahamat Saleh avec environ..... dans le Sud de la Libye ;
2. Le FACT (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad), dirigé par Mahdi Mahamat avec environ.... dans le sud de la Libye
3. L'UFR (Union des forces de la résistance), dirigé par Timane Erdimi, avec hommes, au Sud Libye.
4. L'UFDD (Union des forces pour la démocratie et le développement, dirigé par le général Mahamat Nouri, avec moins de....., dans le sud de la Libye.
5. Le FNDJ (Le Front de la nation pour la démocratie et la justice), dirigé par Abakar Tolli, ...

4- Que cache-t-on au peuple tchadien et surtout les partenaires du dialogue en cours ?

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : En tout cas, ce qui s'est passé à Doha prouve à suffisance que la stratégie de nos responsables politiques n'est pas rassurante. Les partenaires avec lesquels nous échangeons commencent à exprimer quelques réserves.

5- Le gouvernement est-il sincère en créant de toutes pièces ces groupes armés ?

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : Je ne crois pas à la sincérité du gouvernement qui au lieu d'exprimer un regret pour la honte de Doha, il continue à se réjouir de sa stratégie et à s'attaquer à tous ceux qui le conseillent à remédier aux erreurs. Je crois qu'il appartient au Président du CMT d'avoir un œil sur ce qui se passe avant qu'il ne soit pas trop tard, car les Tchadiens ont besoin d'un processus de paix sérieux.

6- Le gouvernement a-t-il réellement la volonté de rapprocher les points de divergences afin de ramener une paix durable au Tchad ?

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : Franchement, j'étais parmi les premiers ayant défendu – naïvement- la volonté du gouvernement de produire une stratégie autre que la fameuse politique de « la main tendue » chère au MPS. Avec le recul, je dois dire que le Tchad aura encore un long chemin devant lui pour concrétiser une paix réelle.

7- Pour le dialogue de Qatar, pourriez-vous avoir des propositions à faire ?

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : Il ne faut rien attendre du dialogue de Doha, car le gouvernement va foncer tout droit et rien ne l'arrête si l'objectif est seulement d'obtenir l'adhésion à sa stratégie d'un nombre important de mouvements dits politico-militaires. Tout son souci est de prouver à la communauté internationale la validation de la tenue du dialogue et s'attendre au financement qui s'élève à des milliards de FCFA.

Dès le départ, il faut savoir par où faut-il commencer pour concrétiser la paix à travers un processus sérieux et apolitique de réconciliation, cet espoir tant attendu par le peuple tchadien, et sans laquelle la stabilité et le développement redeviennent impossibles. Avant toute organisation d'un processus de réconciliation, il faut chercher à répondre aux questions importantes suivantes :

Quel est le nombre de mouvements politico-militaires et où se trouvent-ils ? Répertorier les conditions des politico-militaires et engager des discussions secrètes avant le pré-dialogue. Sommes-nous préparés à assurer le transport, l'hébergement, la restauration des responsables des mouvements politico-militaires pendant le dialogue ? Avons-nous étudié la facilitation de l'intégration, la réintégration ou la réhabilitation rapide de ceux qui le méritent ? Sommes-nous prêts à assurer l'intégration dans l'armée de ceux qui sont aptes ? Enfin, comment allons-nous assurer la réinsertion de tous les revenants ? Cela veut dire qu'il faut un projet ambitieux de construction de logements et de la formation professionnelle de ceux qui reviennent qu'ils soient des combattants, des réfugiés ou de la diaspora. Ce dernier volet essentiel a toujours été minimisé par les pouvoirs tchadiens, or le devoir d'un état normal est d'assurer au citoyen au moins : la santé, l'emploi, la sécurité, le logement et l'éducation. Nous pouvons nous inspirer des exemples du Maroc, de l'Algérie, de la Colombie ou de deux pays du G5 sahel, en l'occurrence le Mali et le Niger qui se sont lancés, ces dernières années, dans la construction des logements sociaux gratuits destinés à reloger les désengagés, les déplacés et les villageois.

8. Que proposez-vous pour le processus de réconciliation ?

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : Dans la réflexion que nous avons menée, nous avons proposé quatre phases :

a. **Le dialogue interne.** Cette première phase doit concerner les partis politiques, la société civile, les mouvements sans présence militaire sur le terrain, les personnes ressources, les institutions indépendantes et celles de l'Etat...

b. **Le dialogue avec les politico-militaires.** Pour déblayer le terrain et rapprocher les points de vue des deux parties, une rencontre préliminaire doit se tenir en dehors du Tchad et ne doit concerner que les mouvements politico-militaires ayant de présence militaire sur le terrain et qui sont au nombre de cinq. Il convient de souligner que *“La cessation des hostilités en Libye pourrait, constituer un bon signe pour le Tchad, car les mouvements rebelles tchadiens n’auront d’autres choix que de privilégier la réconciliation avec N’Djamena s’ils ne veulent pas disparaître comme ça été le cas des mouvements politico-militaires au Soudan après 2009.* Et les affrontements de septembre 2021 ayant opposé le Fact à l’armée du maréchal Haftar démontrent à suffisance cette analyse. Car, avec l’implication de l’ONU qui exige la fin du conflit en Libye, il sera désormais impossible aux politico-militaires d’entretenir leurs bases arrière sur le sol libyen et également très difficile à s’engouffrer dans le territoire tchadien en raison de leurs fragmentations et les hostilités géographiques. Généralement installées au Sud de la Libye, les rébellions tchadiennes opèrent de temps en temps à l’intérieur du territoire tchadien avant de se replier. Des incursions incessantes ont eu lieu dans la localité tchadienne de Kouri Bougri. La rencontre externe⁶⁵ que nous proposons doit déboucher sur une feuille de route consensuelle.

c. **Le dialogue avec la diaspora et les mouvements en exil.** C’est l’occasion de faire le point sur le rôle de la diaspora tchadienne dans le développement socioéconomique. Ailleurs, la diaspora joue un rôle productif dans la création des activités génératrices des revenus (AGR). Selon une étude onusienne, en 2015, les envois de fonds par la diaspora vers leurs pays ont atteint *167 milliards de dollars, une somme supérieure au montant de l’aide publique au développement (APD).* Cette étude a constaté que ces fonds ont surtout servi *« à la consommation des familles et à des investissements individuels dans les pays d’origine »*. Le moment est venu de se demander quel est la part opérée par la diaspora tchadienne ? Une conférence de la diaspora tchadienne permettra de solliciter son savoir-faire et en même temps de faire le point sur le rôle qu’elle a joué dans l’économie du pays et sa participation dans l’avenir.

d. **La tenue d’une conférence de paix et de réconciliation (CPR).** Enfin, après avoir réuni tous ces éléments, la conférence nationale pourrait se tenir avec succès. Par ailleurs, le dialogue ne doit pas prendre fin avec la réconciliation, mais il doit être une culture en continue pour promouvoir la paix. C’est pourquoi, nous proposons la mise en place d’un **Conseil Supérieur d’études et de Recherche sur la prévention et la gestion des conflits (CSERPGC)**, composé des chercheurs, dont l’objectif est de mener de réflexions non seulement sur la prévention et la gestion des conflits, mais également sur le développement.

9- Votre mot de fin...

Dr. Ahmat Yacoub Dabio : En tout cas, nous réagissons en tant experts sans arrière-pensée. Nous appelons les autorités compétentes à saisir cette opportunité d’ouverture vers un dialogue profond dont exige le peuple et d’éviter de jouer à la ruse dont la productivité finale n’honore pas le pays. Nous souhaitons de tout cœur la réussite du processus de réconciliation pour qu’en fin, notre génération qui a échoué puisse offrir une paix à la jeunesse. C’est pourquoi, il faut que le gouvernement écoute notre expertise qui consiste tout d’abord à dissoudre toutes ces structures abritant plus de 700 personnes, de dépolitiser le dossier de la réconciliation et de le confier aux professionnels apolitiques. La création d’un ministère de réconciliation est une initiative salubre, mais force est de reconnaître que l’institution reste toujours partie prenante associée au gouvernement en place. On aurait souhaité aussi la création rapide d’une institution *« indépendante »* dont l’objectif est de rapprocher et d’ajuster les positions des différentes parties, dirigée par un professionnel, à l’instar du Niger où il existe : la Haute autorité à la paix et la stabilité (HAPS) et qui réalise un travail exceptionnel.